

## Roger Picard, un défenseur des droits de l'homme en exil

### Description

*Les images et documents d'archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie [Cinq professeurs victimes](#)*

### TÃ©lÃ©charger

NÃ© Ã BesanÃ§on le 1<sup>er</sup> septembre 1884, Roger Picard est issu d'une famille juive de Franche-ComtÃ©. Son pÃ¨re Louis Picard (1846-1917, fils de FranÃ§ois Cerf Picard et de Sara Bernard) Ã©tait prÃ©sident de la chambre syndicale des marchands tailleurs et confections de l'Est de la France et sa mÃªre, StÃ©phanie Fraineaud (dÃ©cÃ©dÃ©e en 1936) Ã©tait vraisemblablement catholique. Il est dÃ©clarÃ© sous le nom de sa mÃªre avant d'Ãªtre reconnu par son pÃ¨re lors du mariage de ses parents en 1886. Volontaire pour un service militaire en 1902, probablement Ã l'issue de son baccalaurÃ©at, il est libÃ©rÃ© en 1903 et entame alors des Ã©tudes de philosophie (licenciÃ© Ã s'letters de la Sorbonne), d'histoire (Ã l'Ãcole pratique des Hautes Ã?tudes) et de droit (il est notamment l'Ã©lÃ¢ve de Charles Gide en licence). Il se marie en 1906 Ã Fernande Ernestine Espinasse. Ã la facultÃ© de droit de Paris, il soutient en 1908 une premiÃ¨re thÃse sur *La philosophie sociale de Renouvier*, puis une seconde thÃse en 1910 sur *Les cahiers de 1789 au point de vue industriel et commercial*. Alors que son directeur de thÃse est l'Ã©historien du droit Ã?mile ChÃ©non, catholique et monarchiste, Roger Picard rejoint les milieux coopÃ©ratifs et socialistes. Membre de l'Union coopÃ©rative, il participe en 1912 au congrÃ©s de la ConfÃ©dÃ©ration des coopÃ©ratives socialistes et ouvriÃ©res, puis devient membre du Conseil central de la FÃ©dÃ©ration Nationale des CoopÃ©ratives de consommateurs. AdhÃ©rent de la SFIO, il est secrÃ©taire de rÃ©daction de la *Revue socialiste* de 1910 Ã 1914, dont Albert Thomas, grande figure du socialisme normalien, est le rÃ©dacteur en chef. Il y publie des revues de livres et des articles sur le travail ou l'impÃ¢t. Il se prononce pour un salaire minimum dans *Le minimum lÃ©gal de salaire* (1913) et dÃ©fend les ouvriÃ©res et ouvriers Ã domicile en suivant des congrÃ©s internationaux et en devenant correspondant de l'Office international du travail Ã domicile. Il participe aussi Ã la *Revue d'histoire des doctrines Ã©conomiques et sociales* et Ã la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oÃ¹ il publie de nombreux comptes rendus sur l'histoire des idÃ©es Ã©conomiques. Il est Ã partir de 1931 rÃ©dacteur en chef de cette revue ayant pris le titre de *Revue d'histoire Ã©conomique et sociale*. Il devient membre de la SociÃ©tÃ© d'histoire moderne. Il commence une carriÃ¨re d'enseignant Ã l'Ãcole supÃ©rieure de commerce de Paris (1910-1921). MobilisÃ© dans l'infanterie comme sergent dÃ's le 2 aoÃ»t 1914, il devient rapidement officier d'administration chargÃ© du service sanitaire et des ambulances Ã BesanÃ§on. Il est ensuite versÃ© au ministÃ©re de l'Armement et des fabrications de guerre, trÃ¨s certainement Ã l'initiative du ministre Albert Thomas, et y fait la connaissance de l'Ã©conomiste William Oualid, qui sera plus tard son collÃgue Ã la facultÃ© de droit de Paris, frappÃ© comme lui par la lÃ©gislation antisÃ©mitique de Vichy.

MobilisÃ© en 1919, Roger Picard rÃ©ussit l'agrÃ©gation de sciences Ã©conomiques et il est affectÃ© Ã la facultÃ© de droit de Lille oÃ¹ il enseigne l'Ã©conomie politique et la

lÃ©gislation industrielle, devenant professeur sans chaire en 1925. Ã Lille il a lÃ??historien du droit Henri LÃ©vy-Bruhl et lÃ??Ã©conomiste Bernard Lavergne (un autre Ã©lÃ¢ve de Charles Gide) comme collÃ¨gues. Il continue Ã Ãªtre actif dans le mouvement coopÃ©ratif : il signe le manifeste des universitaires en faveur de la coopÃ©ration rÃ©digÃ© par Charles Gide en 1931. Il est aussi en contact avec le secrÃ©taire fÃ©dÃ©ral des coopÃ©ratives du Pas-de-Calais, Gaston Prache. En 1927 il remplace RenÃ© Maunier, en congÃ©, comme chargÃ© de cours dÃ??Ã©conomie politique coloniale Ã Paris, puis supplÃ©e Albert Aftalion en 1928, enseignant lÃ??Ã©conomie gÃ©nÃ©rale en doctorat, la statistique et lÃ??Ã©conomie rurale. Il est placÃ© en 1929 en position dÃ??agrÃ©gÃ© auprÃ?s de la facultÃ© de droit de Paris et il est titularisÃ© rapidement comme professeur sans chaire en 1930, puis avec une chaire dÃ??Ã©conomie politique Ã partir de 1937, enfin de statistique en 1938.

En-dehors de la facultÃ© de droit de Paris, il donne des cours au Conservatoire national des arts et mÃ©tiers, Ã lÃ??Ã?cole coloniale, Ã lÃ??Ã?cole supÃ©rieure dÃ??enseignement financier, Ã lÃ??Institut des sciences sociales de lÃ??UniversitÃ© nouvelle de Bruxelles. Comme dÃ??autres enseignants de la facultÃ© de droit de Paris, il cumule les fonctions dans des comitÃ©s consultatifs : Conseil consultatif supÃ©rieur du commerce et de lÃ??industrie, Conseil national Ã©conomique (dans la catÃ©gorie « Population et consommation »), Conseil supÃ©rieur des assurances sociales, ComitÃ© technique Ã lÃ??alimentation, Conseil supÃ©rieur des habitations Ã bon marchÃ©, ComitÃ© supÃ©rieur du bois, Commission de rÃ©vision des impÃ©ts sur les revenus, ComitÃ© dÃ??organisation scientifique du travail, ComitÃ© juridique consultatif de la Banque de France. Il est Ã©galement membre du ComitÃ© du contentieux du MinistÃ?re de lÃ??Ã?ducation nationale et participe Ã des œuvres sociales comme Ã des organisations patronales : Office franÃ§ais du travail Ã domicile, Organisation franÃ§aise pour le progrÃ?s social, ComitÃ© directeur de la FÃ©dÃ©ration des industriels et commerÃ§ants FranÃ§ais.

Venu de la gauche mais hostile aux grÃ?ves de la CGT en 1919, Roger Picard Ã©volue vers des positions libÃ©rales en Ã©conomie, tout en restant fidÃ©le Ã lÃ??esprit coopÃ©ratif : avec Albert Thomas et Charles Gide, il continue Ã Ã©crire dans les revues coopÃ©ratives, il est membre de lÃ??Association franÃ§aise pour le progrÃ?s social et se rapproche du mouvement du Redressement franÃ§ais dÃ??Ernest Mercier. EntrÃ© Ã la SociÃ©tÃ© dÃ??Ã©conomie politique en 1924, il est admis dans les annÃ©es trente grÃ¢ce Ã Jacques Lacour-Gayet au ComitÃ© dÃ??action Ã©conomique et douaniÃ?re qui dÃ©fend les intÃ©rÃ?ts du grand commerce parisien et le libÃ©ralisme Ã©conomique face Ã la crise.

Il joue aussi un rÃ le de premier plan au sein de la Ligue des droits de l'homme. Membre du ComitÃ© central de la LDH de 1923 Ã 1948, trÃ©sorier national pendant quatre ans, il devient vice-prÃ©sident en 1928. Selon Victor Basch, prÃ©sident de la LDH de 1926 Ã 1944, il fait partie des Ã©conomistes « Ã©minemment distinguÃ©s », savants « austÃ?res » qui sâ??abreuvent de chiffres et de faits. Il est aussi rÃ©putÃ© comme un grand connaisseur de la poÃ©sie, rÃ©citant des vers par cœur, et comme un mÃ©lomane passionnÃ©. En 1925 il sâ??intÃ©resse Ã la question des droits des Ã©trangers, dont les droits sont « sacrÃ©s » mais doivent passer aprÃ?s ceux des FranÃ§ais. Ses positions modÃ©rÃ©es (par exemple sur la justice fiscale) sont critiquÃ©es au sein de la LDH. Il soutient le ComitÃ© dÃ??accueil aux victimes de lÃ??antisÃ©mitisme nazi et, au dÃ©but de la Seconde Guerre mondiale, il refuse de dÃ©fendre le parti communiste interdit aprÃ?s la signature du pacte germano-soviÃ©tique. Il est directeur de cabinet de ministres radicaux, au ministÃ?re du Commerce et de lÃ??Industrie auprÃ?s de Julien

Durand en 1932 et au ministÃ“re de lÃ©ducation nationale au premier semestre de lÃ©annÃ©e 1936 auprÃ“s dÃ“Henri Guernut, son camarade Ã la Ligue des droits de lÃ©homme. Il dÃ©fend alors son collÃ“gue Gaston JÃ©ze chahutÃ© par les Ã©tudiants nationalistes qui contestent son engagement en faveur de lÃ©thiopie contre lÃ©Italie. Membre de la Paix par le droit, il affiche des positions pacifistes. Il est auditionnÃ© en 1935 par la commission dÃ©enquÃ©te sur lÃ©affaire Stavisky. En 1938 et en 1940 ses candidatures Ã lÃ©AcadÃ©mie des sciences morales et politiques Ã©chouent.

Les publications scientifiques de Roger Picard sont nombreuses avec plusieurs livres (*Le contrÃ“le des ouvriers sur la gestion des entreprises*, 1921 ; *Le salaire et ses complÃ©ments*, 1925 ; lÃ© *Histoire du mouvement syndical franÃ§ais pendant la guerre*, 1927 ; *Les assurances sociales. Commentaire de la loi, du 5 avril 1928*, 1928 ; un *Manuel de lÃ©gislation ouvriÃ“re*, 1938). Il traduit aussi lÃ© *Introduction Ã la philosophie* de William James en 1926 et participe (avec William Oualid) Ã un ouvrage collectif sur Proudhon en 1920. Il dirige plusieurs thÃses dont celle de FranÃ§ois Bloch-LainÃ© en 1936 sur les loisirs ouvriers et lÃ©ducation populaire. Il publie de trÃ“s nombreux articles dans la *Revue dÃ©conomie politique*, la *Semaine juridique*, la *Revue gÃ©nÃ©rale de droit public*, *L'Europe nouvelle*, *L'Orientation Ã©conomique*, la *Revue politique et parlementaire*, le *Journal du Commerce*. Il Ã©crit Ã©galement dans des journaux plus politiques, comme *L'Intransigeant* et *Le Journal*.

En juin 1940, malade et craignant peut-Ãªtre les consÃ©quences de lÃ©armistice, il se rend au Portugal avec sa femme. De lÃ , il candidate au soutien de la Fondation Rockefeller pour partir aux Ã©tats-Unis. Sans nouvelles de celle-ci et nÃ©anmoins ayant probablement pas pu sÃ©embarquer pour lÃ©AmÃ©rique, il demande Ã rentrer en France par une lettre au ministÃ“re le 18 aoÃ»t 1940. Il se rend Ã Vichy juste avant la promulgation du statut des juifs en septembre-octobre 1940 et demande une autorisation de sortie pour se rendre Ã New York, ayant finalement rÃ©su lÃ©invitation de la Fondation Rockefeller, avec laquelle il est en contact entre autres par lÃ©intermÃ©diaire de Georges Gurvitch. Le ministÃ“re, sous la direction de Georges Ripert (qui connaÃ®t bien sÃ»r son collÃ“gue en tant que doyen de la facultÃ© de droit), dÃ©cide de le suspendre temporairement de ses fonctions pour avoir quittÃ© la France sans autorisation. La lettre de Ripert adressÃ©e au ministre de lÃ©IntÃ©rieur indique quâ??il est Ã« libre dÃ??aller occuper un poste de professeur dans un institut amÃ©ricain Â» et quâ??il nâ??y a pas dâ??inconvÃ©nient Â» Ã ce quâ??il sâ??Ã©loigne momentanÃ©ment de la France et Â« aille gagner sa vie Ã lÃ©tranger Â». Cette apparente indiffÃ©rence Ã son sort trahit la connaissance de ses origines juives. La suspension sans traitement pendant deux ans intervient finalement par un arrÃ“tÃ© du 31 octobre 1940 (Archives nationales, F/17/27323). En aoÃ»t 1941, Ripert redevenu doyen signale que Roger Picard, Â« dÃ??aprÃ“s la renommÃ©e publique Â» a Â« un pÃre juif et deux grands-parents paternels qui sont juifs Â». Sâ??il a Â« Ã©pousÃ© une chrÃ©tienne Â», il ne paraÃ®t pas Ãªtre adhÃ©rent dâ??une confession reconnue par lÃ©tat avant la loi de SÃ©paration de 1905. Il est donc considÃ©rÃ© comme juif au regard de la loi du 2 juin 1941, dans lÃ©absence de la possibilitÃ© de lÃ©interroger et de pouvoir fournir un certificat de baptÃme catholique ou protestant. TrÃ“s probablement, beaucoup de ses collÃ“gues ignoraient ses origines, dÃ??autant plus que le civiliste Maurice Picard, civiliste et professeur de droit des assurances Ã la facultÃ© de droit, Ã©tait lui catholique. Entre-temps, peut-Ãªtre avec lÃ©aide de Joseph BarthÃ©lemy, devenu ministre de la Justice, Roger Picard a pu obtenir son autorisation de sortie de la France Ã lÃ©hiver 1941 et, parvenu Ã Lisbonne dÃ©but avril, il trouve lui-mÃme avec sa femme un bateau espagnol en partance pour New York, oÃ¹ il arrive

enfin en mai. Mis Ã la retraite dÃ??office en aoÃ»t 1942 en application du second statut des juifs, Roger Picard est rÃ©intÃ©grÃ© Ã la LibÃ©ration par un arrÃ?tÃ© du 4 octobre 1944.

Ã New York, Roger Picard enseigne Ã la *New School for Social Research*, donnant des cours sur *Evolution of the socialist systems in France* au printemps 1942, *Le romantisme social* en 1942â??1943, *Formation of the Democratic Doctrine in France in the 18<sup>th</sup> Century* au 1<sup>er</sup> semestre 1943â??1944 et *Socialist Doctrines in France from the Revolution to the Commune* au printemps 1944. Il donne Ã©galement des consultations en matiÃ“re Ã©conomique. ParallÃ?lement, il participe Ã lâ??automne 1941 Ã la fondation de lâ??Ãcole Libre des Hautes Ã?tudes (ELHE), foyer des adversaires de Vichy et des partisans de la RÃ©sistance. Se montrant antigaulliste, partisan du maintien des relations diplomatiques entre les Ã?tats-Unis et Vichy, Roger Picard est toutefois exclu de lâ??ELHE et de ses fonctions de « doyen des sciences sociales » par Jacques Maritain. Il continue cependant Ã dÃ©fendre lâ??indÃ©pendance de la France contre lâ??Allemagne par des confÃ©rences pour le compte de la FÃ©dÃ©ration de lâ??Alliance franÃ§aise et de la *Bar Association* de New York dont il est membre. Ces confÃ©rences donnent lieu Ã plusieurs publications : *La DÃ©mocratie franÃ§aise : hier, aujourdâ??hui, demain* (1944), *Le conflit des doctrines Ã©conomiques en France Ã la veille de la guerre* (1944), *La reconversion Ã©conomique aux Ã?tats-Unis de lâ??Ã©conomie de guerre Ã lâ??Ã©conomie de paix* (1945).

Il rÃ©dige Ã©galement pendant la guerre un livre sur les *Salons littÃ©raires et la SociÃ©tÃ© franÃ§aise 1610â??1789*. IsolÃ©, malade, il reste aux Ã?tats-Unis Ã la LibÃ©ration en dÃ©pit de sa rÃ©intÃ©gration et ne rentre en France quâ??en 1949. Nâ??ayant pas souhaitÃ© reprendre son enseignement, il demande des congÃ?s successifs, est nommÃ© professeur honoraire en 1948 et est admis Ã la retraite en 1949. Il publie encore des livres et des articles, notamment en faveur de lâ??union de lâ??Europe (*Lâ??UnitÃ© europÃ©enne par lâ??intercitoyennetÃ©*, 1948), jusquâ??Ã sa mort, Ã Versailles, le 16 mars 1950.

**Jean-Louis HalpÃ©rin, professeur dâ??histoire du droit Ã lâ??Ãcole normale supÃ©rieure â?? PSL**

## Indications bibliographiques

Badel Laurence, *Un milieu libÃ©ral et europÃ©enâ?: Le grand commerce franÃ§ais 1925â??1948*, « Histoire Ã©conomique et financiÃ“re â?? xix<sup>e</sup>â??xx<sup>e</sup> », Vincennes, Institut de la gestion publique et du dÃ©veloppement Ã©conomique, 1999, <https://books.openedition.org/igpde/2202>.

Gaumont Jean, « PICARD Roger, Bernard », dans *Le Maitron*, 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article126157>.

Julliot de La MorandiÃ“re LÃ©on, « Roger Picard », dans *Annales de lâ??UniversitÃ© de Paris*, vol. 20, 1950, p. 206â??210.

Loyer Emmanuelle, *Paris Ã New Yorkâ?: intellectuels et artistes franÃ§ais en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005.

Naquet Emmanuel, *Pour lâ??humanitÃ©?: la Ligue des droits de lâ??homme, de lâ??affaire Dreyfus Ã la dÃ©faite de 1940, « Histoire »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

---

## Pour citer cet article

HalpÃ©rin Jean-Louis, « Roger Picard, un dÃ©fenseur des droits de lâ??homme en exil », dans *Exclude, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mitique Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940â??1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/roger-picard/>.

### Date

16/01/2026